

# Le gouvernement lance un Conseil de l'innovation pour les startups

*Afin de permettre à l'Europe de reprendre le leadership en termes d'innovation technologique, la France vient de lancer le Conseil de l'innovation. Grâce au soutien d'un Fonds pour l'innovation et l'industrie (FII) doté de 10 milliards d'euros, il sera chargé d'adapter l'accompagnement public des entreprises innovantes.*

Temps de lecture : minute

---

27 juillet 2018

Bonne nouvelle pour le monde de la tech? La création d'un Conseil de l'innovation pour "*adapter l'accompagnement public des entreprises innovantes*" est officielle. Initié par le gouvernements français, il chapeautera un Fonds pour l'innovation et l'industrie (FII), créé en janvier et doté de 10 milliards d'euros de fonds propres. Il investira chaque année 150 millions d'euros sur des projets liés à des "grands défis" technologiques, notamment dans le secteur jugé prioritaire de l'intelligence artificielle, et 70 millions d'euros sous forme d'aides individuelles de Bpifrance pour des projets considérés comme de potentielles innovations majeures.



À lire aussi

Allemagne VS France : qui a façonné la culture startup européenne ?

Le conseil rassemble cinq ministères et secrétariats d'Etat (Economie, Comptes publics, Transition écologique, Armées, Numérique et Recherche), les présidents du secrétariat général pour l'investissement, de l'Agence nationale de la recherche et de Bpifrance, ainsi que six personnalités de l'écosystème : Benoît Potier, PDG d'Air Liquide, Eric Carreel, fondateur (et de nouveau CEO) de Withings, et Marie Meynadier, directrice générale d'EOS Imaging, Isabelle de Crémoux, présidente du directoire de Seventure Partners, Isabelle Ryl, directrice générale déléguée par intérim de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria), et Jean-Michel Dalle, économiste et directeur général de l'incubateur Agoranov.

# L'Europe à la conquête de l'innovation technologique

Le Conseil qui, s'est réuni pour la première fois mercredi 18 juillet, est en fait né d'une proposition de la JEDI (Joint European Disruptive Initiative), un organisme représentatif de la société civile et de l'écosystème de l'innovation créé en août 2017 par 120 principaux dirigeants des grands groupes technologiques, startups DeepTech, capital-risqueurs et centres de recherche en France et en Allemagne. En effet la JEDI appelait de ses vœux une telle agence européenne pour l'innovation de rupture, à l'instar de ce qu'ont fait les États-Unis avec la Darpa (Defense Advanced Research Projects Agency) au moment de la conquête spatiale, avec pour mission d'investir dans des technologies novatrices au nom de la sécurité nationale.



Au Conseil de l'innovation, point de course à l'espace ni de Guerre

froide, mais une volonté pour la France et l'Europe de reprendre le leadership en termes d'innovation technologique. *"Nous nous félicitons également que l'approche sociétale et la méthode par défis proposés par JEDI aient été reprises par le Gouvernement, confie Andre Loesekrug-Pietri, porte-parole de JEDI. Les deux premiers défis technologiques annoncés - l'intelligence artificielle dans la santé et la fiabilisation des systèmes ayant recours à l'IA - rentrent complètement dans les champs d'expertise et d'exécution de JEDI, qui conçoit la technologie comme une réponse aux grands défis de notre temps : changement climatique, santé, transition digitale centrée sur l'humain, nouvelles frontières."*

Mais pour JEDI et son écosystème DeepTech, le FII ne va pas assez loin. La réponse aux défis que posent les GAFAM et BATX doit passer par une stratégie européenne - en démarrant rapidement grâce à la synergie franco-allemande. Avec un objectif : pouvoir les concurrencer les géants américains et chinois en mettant en place, comme eux, une ambitieuse politique publique de soutien. *"Nous sommes convaincus que c'est aux États d'impulser une telle dynamique - car aucun acteur privé n'a de mandat pour investir dans ce qui est trop risqué ou long terme - mais ils doivent faire confiance à la société civile et à l'écosystème de l'innovation pour la mise en œuvre efficace de méthodes radicalement nouvelles de financement de l'innovation. L'innovation de rupture est une opportunité formidable de rebattre les cartes, pour que la France et l'Allemagne regagnent leur souveraineté et leur leadership technologique"*, conclut-il.